

F. 93 — 2126

[C — 29398]

**22 JUILLET 1993. — Décret II attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française (1)**

Le Conseil régional wallon a adopté et Nous, Exécutif, sanctionnons ce qui suit :

**Article 1er.** Le présent décret est adopté en application de l'article 59quinquies de la Constitution.

**Art. 2.** Au sens du présent décret, il faut entendre par :

- 1° « Communauté » : la Communauté française;
- 2° « Région » : la Région wallonne;
- 3° « Commission » : la Commission communautaire française;
- 4° « Conseil communautaire » : le Conseil de la Communauté française;
- 5° « Conseil régional » : le Conseil régional wallon;
- 6° « Assemblée » : l'Assemblée de la Commission;
- 7° « Gouvernement communautaire » : le Gouvernement de la Communauté française;
- 8° « Gouvernement wallon » : le Gouvernement régional wallon;
- 9° « Collège » : le Collège de la Commission;
- 10° « loi spéciale » : la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, modifiée par les lois spéciales du 8 août 1988 et du 16 juillet 1993;
- 11° « loi du 12 janvier 1989 » : la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises, modifiée par la loi spéciale du 16 juillet 1993;
- 12° « loi de financement » : la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions, modifiée par la loi spéciale du 16 juillet 1993;

**Art. 3.** La Région et la Commission, la première sur le territoire de la région de langue française et la seconde sur le territoire de la région bilingue de Bruxelles-Capitale, exercent les compétences de la Communauté dans les matières suivantes :

- 1° en ce qui concerne l'éducation physique, les sports et la vie en plein air, visés à l'article 4, 9°, de la loi spéciale : les infrastructures communales, provinciales, intercommunales et privées;
- 2° le tourisme, visé à l'article 4, 10°, de la loi spéciale;
- 3° la promotion sociale, visée à l'article 4, 15°, de la loi spéciale;
- 4° la reconversion et le recyclage professionnels, visés à l'article 4, 16°, de la loi spéciale;
- 5° le transport scolaire visé à l'article 4 de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement et organisé par la loi du 15 juillet 1983 portant création du Service national du transport scolaire; les décrets et les arrêtés réglementaires sont pris de l'avis conforme du Gouvernement communautaire en ce qu'ils concernent les normes relatives au droit au transport, la réglementation et la gestion de la cellule « Pacte scolaire » visée à l'article 11 de la loi du 15 juillet 1983 précitée;
- 6° la politique de la santé, visée à l'article 5, § 1er, I, de la loi spéciale, à l'exception des hôpitaux universitaires, du Centre hospitalier de l'Université de Liège, de l'Académie royale de Médecine de Belgique, de ce qui relève des missions confiées à l'Office de la Naissance et de l'Enfance (ONE), de l'Education sanitaire, des activités et services de médecine préventive et de l'Inspection médicale scolaire;
- 7° l'aide aux personnes, visée à l'article 5, § 1er, II, de la loi spéciale, à l'exception des normes déterminant les catégories de handicapés pris en charge, de ce qui relève des missions confiées à l'Office de la Naissance et de l'Enfance (ONE), de la Protection de la Jeunesse et de l'aide sociale aux détenus.

**Art. 4.** Dans les matières visées à l'article 3 :

- 1° la Région et la Commission ont les mêmes compétences que celles attribuées à la Communauté et notamment, celles visées aux articles 6bis à 16, 78, 79, 81 à 83, 87, 92bis et 92ter, de la loi spéciale;
- 2° le pouvoir décretaal s'exerce collectivement, conformément aux articles 18, 19, § 1er, alinéa 1er, et § 2, 21 et 22, de la loi spéciale, selon le cas, par le Conseil régional et le Gouvernement wallon ou par l'Assemblée et le Collège; les décrets mentionnent qu'ils règlent une matière visée à l'article 59bis de la Constitution, en vertu de l'article 59quinquies de la Constitution;
- 3° le Gouvernement wallon et le Collège font, chacun en ce qui le concerne, les règlements et arrêtés nécessaires pour l'exécution des décrets, conformément à l'article 20 de la loi spéciale; les règlements et arrêtés mentionnent qu'ils règlent une matière visée à l'article 59bis de la Constitution, en vertu de l'article 59quinquies de la Constitution;
- 4° la sanction et la promulgation des décrets du Conseil régional se font de la manière prévue à l'article 54, § 3, de la loi spéciale.

La sanction et la promulgation des décrets de l'Assemblée se font de la manière suivante :

« L'Assemblée de la Commission communautaire française a adopté et Nous, Collège, sanctionnons ce qui suit :

(Décret)

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*. »;

5° après promulgation, les décrets du Conseil régional et de l'Assemblée sont publiés au *Moniteur belge* avec une traduction en langue néerlandaise; l'article 56 de la loi spéciale, s'applique à ces arrêtés;

6° les arrêtés du Gouvernement wallon et du Collège sont publiés au *Moniteur belge* avec une traduction en langue néerlandaise; l'article 84, 1°, alinéa 2 et 2°, de la loi spéciale, s'applique à ces arrêtés;

7° pour le reste, le Conseil régional et le Gouvernement wallon ainsi que l'Assemblée et le Collège exercent leurs compétences conformément aux règles de fonctionnement prévues respectivement par ou en vertu de la loi spéciale et de la loi du 12 janvier 1989, moyennant les adaptations nécessaires.

**Art. 5.** Les biens meubles et immeubles de la Communauté, tant du domaine public que du domaine privé, indispensables à l'exercice des compétences visées à l'article 3 sont transférés, sans indemnité, à la Région et à la Commission, chacune pour ce qui la concerne.

(1) Session 1992-1993.

Documents du Conseil 168 (1992-1993) nos 1 à 5.

Compte rendu intégral — séance publique du 17 juillet 1993.

Discussion — Vote.

Sans préjudice de l'article 12, les conditions et les modalités de ce transfert sont fixées par arrêté du Gouvernement communautaire, pris de l'avis conforme du Gouvernement wallon et du Collège. Les transferts sont réalisés de plein droit. Ils sont opposables aux tiers sans autre formalité dès l'entrée en vigueur de cet arrêté.

**Art. 6. § 1er.** En vue de l'exercice des compétences attribuées à la Région et à la Commission dans les matières visées à l'article 3, des membres du personnel des ministères de la Communauté sont transférés à la Région et à la Commission de manière équitable et en fonction des besoins, par arrêté du Gouvernement communautaire pris de l'avis conforme du Gouvernement wallon et du Collège.

§ 2. Le Gouvernement communautaire détermine, après concertation avec les organisations représentatives du personnel, la date et les modalités du transfert des membres du personnel visés au § 1er.

Les membres de ce personnel sont transférés dans leur grade ou un grade équivalent et en leur qualité.

Ils conservent au moins la rétribution et l'ancienneté qu'ils avaient ou auraient obtenues s'ils avaient continué à exercer dans leur service d'origine la fonction dont ils étaient titulaires au moment de leur transfert.

§ 3. Aussi longtemps qu'ils ne sont pas transférés, les membres du personnel de la Communauté, désignés par le Gouvernement communautaire après concertation avec le Gouvernement wallon et le Collège, sont placés sous l'autorité fonctionnelle respective du Gouvernement wallon et du Collège, dans la mesure où ils agissent dans la sphère des compétences visées à l'article 3.

Sous réserve de l'article 9, alinéa 2, 2°, la rémunération et les frais de fonctionnement du personnel transféré sont à charge du budget, selon le cas, de la Région ou de la Commission, dès l'entrée en vigueur de l'arrêté du Gouvernement communautaire prévu à l'article 7, § 7.

**Art. 7. § 1er.** Dès l'année budgétaire 1994, des dotations spéciales établies conformément aux §§ 2 à 6 du présent article sont inscrites au budget de la Communauté et octroyées chaque année respectivement à la Commission et à la Région.

§ 2. Le montant de base est fixé à 21.000 millions.

Dès l'année 1994, ce montant est adapté au taux de fluctuation de l'indice moyen des prix à la consommation augmenté chaque année de 1 % jusqu'en 1999 y compris, selon les modalités fixées à l'article 13, § 2, de la loi de financement.

§ 3. Du montant déterminé au § 2, est déduit un montant équivalent aux charges totales de la Région et de la Commission, lesquelles sont calculées de la manière suivante :

1. chaque année, est calculé avec quatre décimales un coefficient correspondant au rapport entre les pourcentages annuels pour la Région et la Commission fixés en vertu du § 4, augmenté d'une unité.

2. Chaque année, un second coefficient est calculé en multipliant le coefficient visé au point 1 par un pourcentage fixé à 100 % en 1994. A partir de 1995 ce pourcentage est fixé de l'accord des Gouvernements et du Collège entre 90 et 100 %. Ce second coefficient est calculé avec quatre décimales.

3. Chaque année, les charges totales de la Région et de la Commission sont calculées en multipliant le montant prévu, pour chaque année considérée, par ou en vertu de l'article 83 quater, § 1er, premier alinéa, de la loi du 12 janvier 1989, par le coefficient obtenu en application du point 2.

§ 4. Chaque année, le montant obtenu en vertu des §§ 2 et 3 est réparti entre la Commission et la Région selon les modalités suivantes :

1. En 1994 et 1995 :

- pour la Commission : 25 %
- pour la Région : 75 %

2. A partir de 1996, le Gouvernement communautaire, le Gouvernement wallon et le Collège déterminent de commun accord une répartition basée sur la localisation réelle des dépenses sans que la part attribuée à la Commission puisse être inférieure à 20 % ni supérieure à 25 %.

A défaut d'accord, la répartition s'établira comme suit :

- pour la Commission : 23 %
- pour la Région : 77 %

§ 5. Les dotations fixées au § 4 sont majorées de 1.100 millions en 1994, 2.200 millions en 1995, 3.300 millions en 1996, 4.400 millions les années ultérieures. Ces montants sont répartis entre la Région et la Commission suivant une clé déterminée de commun accord par le Gouvernement communautaire, le Gouvernement wallon et le Collège et établie proportionnellement aux emprunts contractés pour l'achat des bâtiments scolaires de la Communauté par les sociétés de droit public créées en vertu du décret du 7 juillet 1993 portant création de cinq sociétés de droit public d'administration des bâtiments scolaires de l'enseignement organisé par les pouvoirs publics.

§ 6. Pour l'année 1994, les montants transférés visés au § 1er sont diminués :

- pour la Commission de 800 millions;
- pour la Région de 1 600 millions, déduction faite de l'apport de la Région en 1993 à l'Etablissement.

§ 7. Les montants visés au § 1er sont augmentés dès l'entrée en vigueur de tous les arrêtés prévus à l'article 6, d'un montant fixé par arrêté du Gouvernement communautaire pris de l'avis conforme du Gouvernement wallon et du Collège. Ce montant ne peut être supérieur au montant total des dépenses relatives à la rémunération et aux frais de fonctionnement du personnel transféré en vertu de l'article 6.

§ 8. Les dotations sont liquidées conformément aux modalités fixées par arrêté du Gouvernement communautaire pris de l'avis conforme du Gouvernement wallon et du Collège, dans le respect des principes énoncés à l'article 54, § 1er, troisième alinéa et § 2, de la loi de financement le jour ouvrable suivant celui du transfert à la Communauté des moyens visés par cet article.

**Art. 8. § 1er.** Le Conseil régional peut utiliser tous les moyens financiers qui lui reviennent en vertu de la loi de financement et en vertu des dispositions du présent décret pour le financement, tant du budget des matières visées à l'article 107quater de la Constitution que du budget des matières visées à l'article 59bis de la Constitution.

§ 2. L'Assemblée peut utiliser tous les moyens financiers qui lui reviennent en vertu de l'article 59quinquies, § 2, de la Constitution, de la loi du 12 janvier 1989, de la loi de financement et en vertu du présent décret pour le financement tant du budget des matières visées à l'article 108ter, § 3 et à l'article 1er, § 3, de la Constitution que du budget des matières visées à l'article 59bis de la Constitution.

**Art. 9.** Sous réserve de l'article 7, § 8, la Région et la Commission succèdent, chacune en ce qui la concerne, aux droits et obligations de la Communauté relatifs aux compétences visées à l'article 3 ainsi qu'aux biens transférés en vertu de l'article 5, en ce compris les droits et obligations résultant de procédures judiciaires en cours et à venir.

Toutefois, restent à charge de la Communauté :

1° les obligations contractées par elle avant l'entrée en vigueur du présent décret et imputables en engagement avant cette date sur des crédits non dissociés de son budget;

2° les obligations afférentes à la rémunération et aux frais de fonctionnement du personnel transféré en vertu de l'article 6, contractées par elle avant l'entrée en vigueur de l'arrêté prévu à l'article 7, § 7 et imputables en engagement avant cette date sur des crédits non dissociés de son budget;

3° les obligations dont le paiement ou l'exécution étaient exigibles avant le transfert de propriété des biens visés à l'article 5.

En cas de litige, la Communauté, la Région ou la Commission peut toujours, selon le cas, intervenir à la cause ou appeler à la cause l'autorité qui lui succède ou à laquelle elle succède.

**Art. 10. § 1er.** L'Institut de formation permanent des classes moyennes créé par le décret de la Communauté du 3 juillet 1991 relatif à la formation permanente pour les classes moyennes et les petites et moyennes entreprises est cogéré par la Région, la Commission et la Communauté pour l'exercice de sa compétence d'enseignement, notamment de certification et d'homologation, selon les modalités prévues dans un accord de coopération. L'accord de coopération prévoit les modifications éventuelles à apporter au décret précité ou aux arrêtés d'application pris en vertu de ce décret.

§ 2. L'Office de promotion du tourisme créé par le décret de la Communauté du 19 juillet 1991 relatif à la promotion du tourisme est cogéré par la Commission et la Région selon les modalités prévues dans un accord de coopération. L'accord de coopération peut notamment prévoir les modifications éventuelles à apporter au décret précité ou aux arrêtés d'application pris en vertu de ce décret.

§ 3. Dès l'entrée en vigueur du présent décret et jusqu'à la signature des accords de coopération visés au § 1er et au § 2, les organismes précités sont placés sous la tutelle respective du Gouvernement communautaire, du Gouvernement wallon et du Collège dans le cas visé au § 1er et du Gouvernement wallon et du Collège dans le cas visé au § 2.

Dès l'entrée en vigueur du présent décret et jusqu'à la signature des accords de coopération visés au § 1er et au § 2, le Gouvernement communautaire exerce ses compétences à l'égard des organismes de l'avis conforme du Collège et du Gouvernement wallon, chacun en ce qui le concerne.

§ 4. Le Fonds communautaire pour l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées créé par le décret du 3 juillet 1991 relatif à l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées est supprimé à la date d'entrée en vigueur d'un arrêté du Gouvernement communautaire réglant les modalités de dissolution de ce Fonds, pris de l'avis conforme du Gouvernement wallon et du Collège.

A partir de cette date, ses biens, droits et obligations et, de manière équitable, son personnel sont transférés à la Région wallonne et à la Commission communautaire, chacune pour ce qui la concerne, et ce dans le respect des principes énoncés aux articles 4, 5 et 6.

A cette date, dans la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public, à l'article 1er B, les mots « Fonds communautaire pour l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées » sont supprimés.

Jusqu'à la date de la dissolution de l'organisme, visé dans le présent paragraphe, ce dernier est placé sous la tutelle, chacun en ce qui le concerne, respectivement du Gouvernement wallon et du Collège.

Jusqu'à la date de la dissolution de l'organisme, visé dans le présent paragraphe, le Gouvernement communautaire exerce ses compétences à l'égard de l'organisme de l'avis conforme du Collège et du Gouvernement wallon, chacun en ce qui le concerne.

§ 5. A concurrence d'un montant maximum annuel de 37,5 millions pour la Région et de 12,5 millions pour la Commission, le Gouvernement communautaire règle par arrêté pris après avis du Gouvernement wallon et du Collège, dans les limites du transfert de l'exercice des compétences visées à l'article 3, le transfert d'une partie et de la dotation et le transfert éventuel, dans le respect des principes énoncés aux articles 4, 5, 6 de membres du personnel, de biens, de droits et d'obligations, du Commissariat général aux relations internationales à la Commission et à la Région.

**Art. 11.** La Communauté, la Région et la Commission concluent, en tout cas, des accords de coopération, au sens de l'article 92bis de la loi spéciale du 8 août 1980, pour le règlement des questions relatives :

1° à la liquidation des subventions organiques dans les matières visées à l'article 3;

2° à l'institution d'un Comité francophone de coordination des politiques sociales et de santé.

Ces accords prévoient, en tout cas, que :

a. le Comité dont question a pour objet d'organiser une concertation qui vise à garantir une meilleure efficacité des moyens budgétaires prévus par les secteurs sociaux et de la santé ainsi que la liberté de choix et l'homogénéité des conditions d'accès des usagers aux institutions de services sociaux et de santé;

b. le Comité a pour mission de rendre des avis;

c. le Comité est composé de vingt-quatre membres nommés par le Gouvernement communautaire, le Gouvernement wallon et le Collège, en assurant une répartition équilibrée des pouvoirs organisateurs, des professionnels du secteur et des usagers;

d. un rapport d'activités est établi chaque année par le Comité qui le transmet au Gouvernement communautaire, au Gouvernement wallon ainsi qu'au Collège et aux Assemblées respectives;

e. à l'occasion de la présentation de ce rapport, le Comité organise une table ronde des secteurs concernés.

3° aux Fonds structurels européens, dans le cadre des compétences visées à l'article 3, en vue de constituer une cellule commune auprès de la Communauté, cette dernière assurant pour compte de la Région et de la Commission les relations avec la Communauté européenne.

**Art. 12.** Les ressources qui sont transférées à la Région et à la Commission en vertu du présent décret sont réduites à concurrence du montant des dépenses relatives :

1° aux biens visés à l'article 5, pour autant que ces dépenses soient supportées par la Communauté, entre le 1er janvier 1994 et la date de leur transfert;

2° aux organismes publics visés aux articles 10 et 13, pour autant que ces dépenses concernent des missions, membres du personnel, biens, droits et obligations transférés en vertu de cet article et qu'elles soient supportées par la Communauté entre le 1er janvier 1994 et la date de leur transfert.

Le Gouvernement communautaire fixe ces réductions par arrêté pris de l'avis conforme du Gouvernement wallon et du Collège.

**Art. 13.** Le décret de la Communauté française du 23 décembre 1988 portant attribution des missions de formation professionnelle à un organisme créé par la Région wallonne, modifié par les décrets du 6 juillet 1989 et du 13 novembre 1989, est abrogé à la date de l'entrée en vigueur de l'arrêté visé à l'alinéa 2.

Un arrêté pris de l'avis conforme du Collège et du Gouvernement wallon règle les modalités de transfert des biens, droits et obligations et du personnel, résultant de l'abrogation du décret visé à l'alinéa 1er.

**Art. 14.** Le décret de la Communauté française du 18 juin 1990 de délégation de compétences à la Commission communautaire française est abrogé.

Toutefois, les normes applicables au 30 juin 1989 aux institutions ayant exercé le droit d'option en Communauté en vertu de l'article 65, § 5, de la loi de financement, telles qu'elles ont été modifiées, le cas échéant, par la Commission en vertu du décret visé au premier alinéa, restent en vigueur jusqu'au jour où la Commission les aura modifiées en vertu du présent décret.

**Art. 15.** Le présent décret entre en vigueur le 1er janvier 1994.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 22 juillet 1993.

Le Président du Gouvernement,  
chargé de l'Economie, des P.M.E. et des Relations extérieures,  
G. SPITAEELS

Le Ministre du Développement technologique et de l'Emploi,  
A. LIENARD

Le Ministre des Affaires intérieures,  
chargé des Pouvoirs locaux, de l'Administration et des Travaux subsidiés,  
G. MATHOT

Le Ministre des transports,  
A. BAUDSON

Le Ministre des Travaux publics,  
J-P. GRAFE

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, du Logement et du Budget,  
R. COLLIGNON

Le Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,  
G. LUTGEN

#### ÜBERSETZUNG

D. 93 — 2126

[C — 29398]

#### 22. JULI 1993. — Dekret II zur Übertragung gewisser Zuständigkeiten von der Französischen Gemeinschaft an die Wallonische Region und an die Französische Gemeinschaftskommission (1)

Der Wallonische Regionalrat hat folgendes angenommen, und Wir, Exekutive, sanktionieren es :

**Artikel 1.** Vorliegendes Dekret wird in Anwendung von Artikel 59quinquies der Verfassung angenommen.

**Art. 2.** Im Sinne des vorliegenden Dekrets versteht man unter :

- 1° « Gemeinschaft » : die Französische Gemeinschaft;
- 2° « Region » : die Wallonische Region;
- 3° « Kommission » : die Französische Gemeinschaftskommission;
- 4° « Gemeinschaftsrat » : den Rat der Französischen Gemeinschaft;
- 5° « Regionalrat » : den Wallonischen Regionalrat;
- 6° « Versammlung » : die Versammlung der Kommission;
- 7° « Gemeinschaftsregierung » : die Regierung der Französischen Gemeinschaft;
- 8° « Wallonischer Regierung » : die Wallonische regionale Regierung;
- 9° « Kollégium » : das Kollegium der Kommission;
- 10° « Sondergesetz » : das Sondergesetz vom 8. August 1980 über institutionelle Reformen, abgeändert durch das Gesetz vom 8. August 1988 und vom 16. Juli 1993;
- 11° « Gesetz vom 12. Januar 1989 » : das Sondergesetz vom 12. Januar 1989 über die Brüsseler Einrichtungen, abgeändert durch das Sondergesetz vom 16. Juli 1993;
- 12° « Finanzierungsgesetz » : das Sondergesetz vom 16. Januar 1989 über die Finanzierung der Gemeinschaften und Regionen, abgeändert durch das Sondergesetz vom 16. Juli 1993.

**Art. 3.** Die Region und die Kommission, die erste auf dem französischsprachigen Gebiet und die letztere auf dem Gebiet der zweisprachigen Region Brüssel-Hauptstadt, üben die Zuständigkeiten der Gemeinschaft in folgenden Sachgebieten aus :

1° was die Leibeserziehung, den Sport und das Leben im Freien, die in Artikel 4 9° des Sondergesetzes erwähnt sind, betrifft : den gemeindlichen, provinzialen, interkommunalen und privaten Infrastrukturen;

(1) Sitzungsperiode 1992-1993

Ratsdokumente 168 (1992-1993) Nrn. 1 bis 5

Ausführlicher Bericht, öffentliche Sitzung vom 17. Juli 1993

Diskussion. — Abstimmung

- 2° dem in Artikel 4 10° des Sondergesetzes erwähnten Tourismus;
- 3° der in Artikel 4 15° des Sondergesetzes erwähnten sozialen Förderung;
- 4° der beruflichen Umschulung und der beruflichen Fortbildung, die in Artikel 4 16° des Sondergesetzes erwähnt sind;
- 5° dem Schülertransport, der in Artikel 4 des Gesetzes vom 29. Mai 1959 zur Abänderung gewisser Bestimmungen der Unterrichtsgesetzgebung erwähnt ist und durch das Gesetz vom 15. Juli 1983 zur Errichtung des nationalen Schülertransportdienstes organisiert ist; die verordnenden Dekrete und Erlasse werden nach gleichlautender Stellungnahme der Gemeinschaftsregierung angenommen, wenn sie die Normen über das Recht auf transport, die Regelung und die Verwaltung der in Artikel 11 des vorerwähnten Gesetzes vom 15. Juli 1983 erwähnten « Schulpaktzelle » betreffen;
- 6° der in Artikel 5 § 1 I des Sondergesetzes erwähnten Gesundheitspolitik, mit Ausnahme der Universitätskliniken, des « Centre hospitalier de l'Université de Liège » (Klinikums Lüttich), der « Académie royale de Médecine de Belgique » (Königlichen Medizinakademie von Belgien), dessen, das mit den dem « Office de la Naissance et de l'Enfance » (ONE) (Amt zur Geburt und Kindheit) zugeteilten Aufgaben verbunden ist, der sanitären Erziehung, der Tätigkeiten und Dienste der Präventivmedizin sowie der medizinischen Schulinspektion;
- 7° der in Artikel 5 § 1 II des Sondergesetzes erwähnten Unterstützung von Personen, mit Ausnahme der Normen zur Bestimmung der Kategorien unterstützter Behinderter, dessen, das mit den dem « Office de la Naissance et de l'Enfance » (ONE) (Amt zur Geburt und Kindheit) zugeteilten Aufgaben verbunden ist, der Jugendschutz und der sozialen Hilfe für Zuchthäusler.

**Art. 4.** In den in Artikel 3 erwähnten Sachgebieten :

- 1° haben die Region und die Kommission dieselben Zuständigkeiten wie diejenigen, die der Gemeinschaft zugeteilt worden sind, insbesondere diejenigen, die in Artikel 6 *bisbis* 16, 78, 79, 81 *bis* 83, 87, 92 *bis* und 92ter des Sondergesetzes erwähnt sind;
- 2° wird die verordnende Gewalt gemäß Artikel 18, 19 § 1 Absatz 1 und § 2, 21 und 22 des Sondergesetzes gemeinsam je nach dem Fall vom Regionalrat und von der Wallonischen Regierung oder von der Versammlung und vom Kollegium ausgeübt; in den Dekreten wird angegeben, daß ein in Artikel 59 *bis* der Verfassung erwähntes Sachgebiet nach Artikel 59quinquies der Verfassung geregelt wird;
- 3° verordnen die Wallonische Regierung und das Kollegium jeder in seinem Bereich die Regelungen und Erlasse, die nach Artikel 20 des Sondergesetzes für die Ausführung der Dekrete erforderlich sind; in den Regelungen und Erlassen wird angegeben, daß ein in Artikel 59 *bis* der Verfassung erwähntes Sachgebiet nach Artikel 59quinquies der Verfassung geregelt wird;
- 4° erfolgen die Sanktionierung und die Ausfertigung der Dekrete des Regionalrates, wie es in Artikel 54 § 3 des Sondergesetzes vorgesehen ist.
- Die Sanktionierung und die Ausfertigung der Dekrete der Versammlung erfolgen wie folgt :
- « die Versammlung der französischsprachigen Gemeinschaftskommission hat folgendes angenommen, und Wir, Kollegium, sanktionieren es :
- (Dekret)
- Wir fertigen das vorliegende Dekret aus und ordnen an, daß es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird. »

5° werden die Dekrete des Regionalrates und der Versammlung nach der Ausfertigung im *Belgischen Staatsblatt* mit einer Übersetzung in die niederländische Sprache veröffentlicht; Artikel 56 des Sondergesetzes findet Anwendung auf diese Erlasse;

6° werden die Erlasse der Wallonischen Regierung und des Kollegiums im *Belgischen Staatsblatt* mit einer Übersetzung in die niederländische Sprache veröffentlicht; Artikel 84 1° Absatz 2 und 2° des Sondergesetzes findet Anwendung auf diese Erlasse;

7° üben der Regionalrat und die Wallonische Regierung sowie die Versammlung und das Kollegium, was das Übrige betrifft, ihre Zuständigkeiten nach den durch bzw. aufgrund des Sondergesetzes und des Gesetzes vom 12. Januar 1989 vorgesehenen Arbeitsweiserregelungen, mit den erforderlichen Anpassungen aus.

**Art. 5.** Die beweglichen und unbeweglichen Güter der Gemeinschaft, sei es des öffentlichen oder des privaten Sektors, die unentbehrlich für die Ausübung der in Artikel 3 erwähnten Zuständigkeiten sind, werden ohne Entschädigung an die Region und an die Kommission, deren jeweiligen Bereichen entsprechend, übertragen.

Unbeschadet von Artikel 12 werden die Bestimmungen und die Modalitäten dieser Übertragung durch nach gleichlautender Stellungnahme der Wallonischen Regierung und des Kollegiums verordneten Erlaß der Gemeinschaftsregierung festgelegt. Die Übertragungen erfolgen von Rechts wegen. Die Übertragungen erfolgen von Rechts wegen. Ab dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses sind sie ohne andere Formalität Dritten gegenüber wirksam.

**Art. 6. § 1.** Zwecks der Ausübung der der Region und der Kommission zugeteilten Zuständigkeiten in den in Artikel 3 erwähnten Sachgebieten werden Personalangehörige der Ministerien der Gemeinschaft durch nach gleichlautender Stellungnahme der Wallonischen Regierung und des Kollegiums verordneten Erlaß der Gemeinschaftsregierung auf angemessener Weise und je nach Bedarf in die Region und die Kommission versetzt.

§ 2. Die Gemeinschaftsregierung bestimmt nach Besprechung mit den repräsentativen Personalorganisationen das Datum und die Modalitäten der Versetzung der in § 1 erwähnten Personalangehörigen.

Diese Personalangehörigen werden in ihr Grad oder in ein gleiches Grad und in ihre Eigenschaft versetzt. Sie behalten mindestens die Besoldung und das Dienstalter, die sie erhalten hatten bzw. hätten, wenn sie das Amt, das sie bei ihrer Versetzung innehatten, in ihrem ursprünglichen Dienst weiter ausgeübt hätten.

§ 3. Solange sie nicht versetzt werden, werden die durch die Gemeinschaftsregierung nach Besprechung mit der Wallonischen Regierung und dem Kollegium bezeichneten Personalangehörigen der Gemeinschaft jeweils der Wallonischen Regierung und dem Kollegium amtlich unterstellt, wenn sie im in Artikel 3 erwähnten Zuständigkeitsbereich handeln.

Unter Vorbehalt von Artikel 9 Absatz 2 2° gehen die Besoldung und die Funktionskosten des versetzten Personals ab der Inkraftsetzung des in Artikel 7 § 7 vorgesehenen Erlasses der Gemeinschaftsregierung je nach dem Fall zu Lasten des Haushalts der Region oder der Kommission.

**Art. 7. § 1.** Ab dem Haushaltsjahr 1994 werden gemäß § 2 *bis* 6 des vorliegenden Artikels festgelegte Sondermittelzuweisungen in den Haushalt der Gemeinschaft eingetragen und jedes Jahr jeweils der Kommission und der Region gewährt.

§ 2. Der Grundbetrag ist auf 21 000 Millionen festgesetzt. Ab 1994 wird dieser Betrag der Schwankungsrate des jedes Jahr *bis* 1999 einschließlich um 1 % erhöhten durchschnittlichen Indexes der Verbraucherpreise nach der in Artikel 13 § 2 des Finanzierungsgesetzes festgelegten Modalitäten angepaßt.

§ 3. Vom in § 2 bestimmten Betrag wird ein den gesamten Lasten der Region und der Kommission entsprechender Betrag abgezogen. Diese Lasten werden wie folgt berechnet :

1. jedes Jahr wird ein Koeffizient mit vier Dezimalen berechnet : dieser entspricht dem um eine Einheit erhöhten Verhältnis zwischen den gemäß § 4 festgesetzten jährlichen Prozentsätzen für die Region und für die Kommission.

2. jedes Jahr wird ein zweiter Koeffizient berechnet, und zwar durch Multiplikation des unter 1 erwähnten Koeffizients mit einem Prozentsatz, der im 1994 auf 100 % festgesetzt wird. Ab 1995 wird dieser Prozentsatz mit dem gemeinsamen Einverständnis der Regierungen und des Kollegiums zwischen 90 und 100 % festgesetzt. Dieser zweite Koeffizient wird mit vier Dezimalen berechnet.

3. jedes Jahr werden die gesamten Lasten der Region und der Kommission berechnet, und zwar durch Multiplikation des für jedes Jahr durch bzw. aufgrund des Artikels 83quater § 1 Absatz 1 des Gesetzes vom 12. Januar 1989 vorgesehenen Betrags mit dem durch Anwendung des Punktes 2 erreichten Koeffizient.

4. jedes Jahr wird der aufgrund von §§ 2 und 3 erhaltene Betrag unter die Kommission und die Region nach folgenden Modalitäten verteilt :

1. 1994 und 1995 :

- für die Kommission : 25 %
- für die Region : 75 %

2. Ab 1996 bestimmen die Gemeinschaftsregierung, die Wallonische Regierung und das Kollegium im gegenseitigen Einverständnis eine Verteilung, die auf der wirklichen Lokalisierung der Ausgaben basiert ist. Dabei darf der der Kommission zugeteilte Anteil unter 20 % oder über 25 % nicht liegen.

Wenn kein Einverständnis erreicht worden ist, erfolgt die Verteilung wie folgt :

- für die Kommission : 23 %
- für die Region : 77 %

§ 5. Die in § 4 festgesetzten Mittelzuweisungen werden 1994 um 1 100 Millionen, 1995 um 2.200 Millionen, 1996 um 3 300 Millionen und die späteren Jahre um 4 400 Millionen erhöht. Diese Beträge werden unter die Region und die Kommission verteilt, und zwar aufgrund eines Schlüssels, der im gegenseitigen Einverständnis durch die Gemeinschaftsregierung, die Wallonische Regierung und das Kollegium bestimmt wird und im Verhältnis zu den Krediten, die für den Erwerb von Schulgebäuden der Gemeinschaft durch Gesellschaften öffentlichen Rechts, die aufgrund des Dekrets vom 7. Juli 1993 zur Gründung von fünf Gesellschaften öffentlichen Rechts für die Verwaltung der Schulgebäude des von den öffentlichen Behörden organisierten Unterrichts gegründet worden sind, eingegangen worden sind.

§ 6. Für das Jahr 1994 werden die in § 1 erwähnten übertragenen Beträge wie folgt herabgesetzt :

- um 800 Millionen für die Kommission;
- um 1 600 Millionen für die Region, nach Abzug der Kapitaleinlage, die die Region 1993 der Einrichtung gebracht hatte.

§ 7. Ab der Inkrafttretung aller in Artikel 6 vorgesehenen Erlasse werden die in § 1 erwähnten Beträge um einen durch einen nach gleichlautender Stellungnahme der Wallonischen Regierung und des Kollegiums verordneten Erlaß der Gemeinschaftsregierung bestimmten Betrag erhöht. Dieser Betrag darf nicht höher als der Gesamtbetrag der mit der Besoldung und den Funktionskosten des aufgrund von Artikel 6 versetzten Personals verbundenen Ausgaben liegen.

§ 8. Die Auszahlung der Mittelzuweisungen erfolgt am Werktag, der auf den Tag der Zuweisung an die Gemeinschaft der in diesem Artikel erwähnten Mittel folgt, gemäß der Modalitäten, die durch einen nach gleichlautender Stellungnahme der Wallonischen Regierung und des Kollegiums verordneten Erlaß der Gemeinschaftsregierung bestimmt worden sind, und unter Beachtung der in Artikel 54 § 1 Absatz 3 und § 2 des Finanzierungsgesetzes formulierten Prinzipien.

**Art. 8. § 1.** Der Regionalrat darf alle finanziellen Mittel, auf die er aufgrund des Finanzierungsgesetzes und der Bestimmungen des vorliegenden Dekrets für die Finanzierung verfügt, verwenden, ob diese Mittel aus dem Haushalt der in Artikel 107quater der Verfassung erwähnten Sachgebiete oder aus dem Haushalt der in Artikel 59bis der Verfassung erwähnten Sachgebiete stammen.

§ 2. Die Versammlung darf alle finanziellen Mittel, auf die sie aufgrund des Artikels 59quinquies § 2 der Verfassung sowie aufgrund des Gesetzes vom 12. Januar 1989, des Finanzierungsgesetzes und des vorliegenden Dekrets für die Finanzierung verfügt, verwenden, ob diese Mittel aus dem Haushalt der in Artikel 108ter § 3 und in Artikel 1 § 3 der Verfassung erwähnten Sachgebiete oder aus dem Haushalt der in Artikel 59bis der Verfassung erwähnten Sachgebiete stammen.

**Art. 9.** Unter Vorbehalt des Artikels 7 § 8 treten die Region und die Kommission ein, jede in ihrem Bereich, in die Rechte und Pflichten der Gemeinschaft hinsichtlich der in Artikel 3 erwähnten Angelegenheiten sowie der aufgrund des Artikels 5 übertragenen Güter, einschließlich der Rechte und Pflichten, die sich aus den laufenden und kommenden Gerichtsverfahren ergeben.

Jedoch geht das folgende weiterhin zu Lasten der Gemeinschaft :

1° die Ausgabenverpflichtungen, die die Gemeinschaft vor Inkrafttreten des vorliegenden Dekrets eingegangen sind und die vor diesem Datum unter den nicht aufgliederten Mitteln ihres Haushaltsplans angeführt worden sind;

2° die Verpflichtungen, die mit der Besoldung und den Funktionskosten des aufgrund des Artikels 6 versetzten Personals verbunden sind, die sie vor Inkrafttreten des in Artikel 7 § 7 vorgesehenen Erlasses eingegangen hat und die vor diesem Datum unter den nicht aufgliederten Mitteln ihres Haushaltsplans angeführt worden sind;

3° die Verpflichtungen, deren Zahlung oder Ausführung vor der Eigentumsübertragung der in Artikel 5 erwähnten Güter eintreibbar war.

Bei einem Streitfall kann die Gemeinschaft bzw. die Region oder die Kommission je nach Fall sich immer in das Verfahren einschalten oder die Heranziehung der Behörde beantragen, die ihr nachfolgt bzw. der sie nachfolgt.

**Art. 10. § 1.** Das durch das Dekret der Gemeinschaft vom 3. Juli 1991 über die Aus- und Weiterbildung im Mittelstand und in kleinen und mittleren Unternehmen gegründete « Institut de formation permanente des classes moyennes » (Institut für die Aus- und Weiterbildung im Mittelstand und in kleinen und mittleren Unternehmen) wird von der Region, der Kommission und der Gemeinschaft für die Ausübung seiner Zuständigkeit im Unterrichtswesen, insbesondere bezüglich der Beglaubigung und der Validierung, nach den in einem Zusammenarbeitsabkommen vorgesehenen Modalitäten gemeinsam verwaltet. Im Zusammenarbeitsabkommen sind die eventuellen Abänderungen, die an das vorerwähnte Dekret oder die aufgrund dieses Dekrets verordneten Anwendungserlasse vorzunehmen sind, vorgesehen.

§ 2. Das durch das Dekret der Gemeinschaft vom 19. Juli 1991 über die Fremdenverkehrsförderung gegründete « Office de promotion du tourisme » (Amt zur Fremdenverkehrsförderung) wird nach den in einem Zusammenarbeitsabkommen vorgesehenen Modalitäten von der Kommission und der Region gemeinsam verwaltet. Im Zusammenarbeitsabkommen können nämlich eventuelle Abänderungen, die an das vorerwähnte Dekret oder die aufgrund dieses Dekrets verordneten Anwendungserlasse vorzunehmen sein könnten, vorgesehen.

§ 3. Ab der Inkrafttretung des vorliegenden Dekrets und *bis* zur Unterzeichnung der in § 1 und § 2 vorgesehenen Zusammenarbeitsabkommen werden die vorerwähnten Einrichtungen unter der Aufsicht jeweils der Gemeinschaftsregierung, der Wallonischen Regierung und des Kollegiums im in § 1 erwähnten Fall und der Wallonischen Regierung und des Kollegiums im in § 2 erwähnten Fall gestellt.

Ab der Inkrafttretung des vorliegenden Dekrets und *bis* zur Unterzeichnung der in § 1 und § 2 vorgesehenen Zusammenarbeitsabkommen übt die Gemeinschaftsregierung ihre Zuständigkeiten gegenüber diese Einrichtungen nach gleichlautender Stellungnahme des Kollegiums und der Wallonischen Regierung, je nach ihren Zuständigkeiten, aus.

§ 4. Der durch das Dekret vom 3. Juli 1991 über die soziale und berufliche Wiedereingliederung der Behinderten gegründete « Fonds communautaire pour l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées » (Gemeinschaftlicher Fonds für die soziale und berufliche Wiedereingliederung der Behinderten) wird am Tag der Inkrafttretung eines nach gleichlautender Stellungnahme der Wallonischen Regierung und des Kollegiums verordneten Erlasses der Gemeinschaftsregierung zur Regelung der Auflösungsmodalitäten dieses Fonds abgeschaffen.

Ab diesem Datum werden seine Güter, Rechte und Verpflichtungen und, auf gerechter Weise sein Personal, an die Wallonische Region und an die Gemeinschaftskommission, je nach deren Zuständigkeiten und unter Beachtung der in Artikel 4, 5 und 6 formulierten Prinzipien übertragen bzw. versetzt.

Zu diesem Datum werden die Wörter « Fonds communautaire pour l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées » im Gesetz vom 16. März 1954 über die Kontrolle bestimmter Einrichtungen öffentlichen Interesses in Artikel 1 B weggelassen.

Bis zum Datum der Auslösung der im vorliegenden Paragraph erwähnten Einrichtung wird diese Einrichtung unter der Aufsicht jeweils der Wallonischen Regierung und des Kollegiums, je nach deren Zuständigkeiten gestellt.

Bis zum Datum der Auslösung der im vorliegenden Paragraph erwähnten Einrichtung übt die Gemeinschaftsregierung ihre Zuständigkeiten bezüglich der Einrichtung nach gleichlautender Stellungnahme des Kollegiums und der Wallonischen Regierung, jeweils ihrem Bereich entsprechend.

§ 5. Bis zu einem jährlichen Höchstbetrag von 37,5 Millionen für die Region und von 12,5 Millionen für die Kommission regelt die Gemeinschaftsregierung die Übertragung eines Teils der Mittelzuweisung sowie die eventuelle Versetzung bzw. Übertragung von Personalangehörigen, Gütern, Rechten und Verpflichtungen vom « Commissariat général aux relations internationales » (Generalkommissariat für internationale Beziehungen) an die Kommission und an die Region. Diese erfolgen durch nach gleichlautender Stellungnahme der Wallonischen Regierung und des Kollegiums verordneten Erlaß, im Rahmen der in Artikel 3 erwähnten Zuständigkeitsübertragung und unter Beachtung der in Artikel 4, 5, 6 formulierten Prinzipien.

**Art. 11.** Die Gemeinschaft, die Region und die Kommission schließen auf jeden Fall Zusammenarbeitsabkommen im Sinne von Artikel 92 *bis* des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Regelung der Angelegenheiten über :

- 1° die Auszahlung der geordneten Zuschüssen in den in Artikel 3 erwähnten Sachgebieten;
- 2° die Errichtung eines « Comité francophone de coordination des politiques sociales et de santé » (Französischsprachigen Komitees zur Koordinierung der Sozial- und Gesundheitspolitik)

In diesen Abkommen wird auf jeden Fall das folgende vorgesehen :

a. Der besagte Komitee bezweckt die Organisation einer Besprechung zur Gewährleistung einer besseren Wirksamkeit der durch die sozialen und Gesundheitssektoren vorgesehenen Haushaltsmittel sowie der Freiheit der Wahl und der Einheitlichkeit der Zugangsbedingungen der Benutzer zu den Sozial- und Gesundheitsdienstleistungen;

b. Die Aufgabe des Komitees ist, Gutachten abzugeben;

c. Der Komitee setzt sich zusammen aus vierundzwanzig Mitgliedern, die von der Gemeinschaftsregierung, der Wallonischen Regierung und dem Kollegium mit der Sorge um eine ausgeglichene Verteilung der organisierenden Behörden, der Sektorfachmänner und der Benutzer bezeichnet werden.

d. ein Tätigkeitsbericht wird jedes Jahr vom Komitee aufgestellt. Der Komitee leitet ihn der Gemeinschaftsregierung, der Wallonischen Regierung sowie dem Kollegium und den jeweiligen Versammlungen weiter;

e. für die Darstellung dieses Berichts organisiert der Komitee eine Gesprächsrunde mit den betroffenen Sektoren.

3° die Europäischen Strukturfonds im Rahmen der in Artikel 3 erwähnten Zuständigkeiten zwecks der Errichtung einer gemeinsamen Zelle bei der Gemeinschaft, die für die Beziehungen zu der Europäischen Gemeinschaft die Region und die Kommission vertreten wird.

**Art. 12.** Die Mittel, die an die Region und die Kommission aufgrund des vorliegenden Dekrets übertragen werden, werden im Verhältnis zu den folgenden Ausgaben reduziert :

1° den Ausgaben bezüglich der in Artikel 5 erwähnten Güter, wenn diese Ausgaben zwischen dem 1. Januar 1994 und dem Tag ihrer Übertragung zu Lasten der Gemeinschaft sind;

2° den Ausgaben bezüglich der in Artikel 10 und 13 erwähnten öffentlichen Einrichtungen, wenn diese Ausgaben Aufträge, Personalangehörige, Güter, Rechte und Verpflichtungen betreffen, die aufgrund dieses Artikels übertragen bzw. versetzt worden sind, und wenn sie zwischen dem 1. Januar 1994 und dem Tag ihrer Übertragung zu Lasten der Gemeinschaft sind.

Die Gemeinschaftsregierung bestimmt diese Herabsetzungen durch nach gleichlautender Stellungnahme der Wallonischen Regierung und des Kollegiums verordneten Erlaß.

**Art. 13.** Das Dekret der Französischen Gemeinschaft vom 23. Dezember 1988 zur Zuteilung der Berufsausbildungsaufträge an eine von der Wallonischen Region errichteten Einrichtung, abgeändert durch die Dekrete vom 6. Juli 1989 und vom 13. November 1989 wird am Tag der Inkrafttretung des in Absatz 2 erwähnten Erlasses aufgehoben.

Durch nach gleichlautender Stellungnahme der Wallonischen Regierung und des Kollegiums verordneten Erlaß werden die Modalitäten der Übertragung der Güter, Rechte und Verpflichtungen sowie der Versetzung des Personals, die infolge der Aufhebung des in Absatz 1 erwähnten Dekrets stattfinden, geregelt.

**Art. 14.** Das Dekret der Französischen Gemeinschaft vom 18. Juni 1990 zur Übertragung von Zuständigkeiten an die Französische Gemeinschaftskommission wird aufgehoben.

Die Normen, die am 30. Juni 1989 für die Einrichtungen, die aufgrund von Artikel 65 § 5 des Finanzierungsgesetzes das Optionsrecht in der Gemeinschaft ausgeübt haben, gelten, so wie sie gegebenenfalls aufgrund des in Absatz 1 erwähnten Dekrets von der Kommission abgeändert worden sind, bleiben jedoch in Kraft bis zum Tag, wo die Kommission sie aufgrund des vorliegenden Dekrets abändert.

Art. 15. Vorliegendes Dekret tritt am 1. Januar 1994 in Kraft.

Wir fertigen das vorliegende Dekret aus und ordnen an, daß es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namur, den 22. Juli 1993.

Der Vorsitzende der Regierung, beauftragt mit der Wirtschaft,  
den KMB und den Auswärtigen Beziehungen,

G. SPITAELS

Der Minister der Technologischen Entwicklung und der Beschäftigung,

A. LIENARD

Der Minister der Inneren Angelegenheiten,  
beauftragt mit den Lokalen Behörden,  
der Verwaltung und den Bezuschußten Arbeiten,

G. MATHOT

Der Minister des transportwesens

A. BAUDSON

Der Minister der öffentlichen Arbeiten,

J.P. GRAFE

Der Minister der Raumordnung, des Wohnungswesens und des Haushalts

R. COLLIGNON

Der Minister der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,

G. LUTGEN

VERTALING

N. 93 — 2126

[C — 29398]

22 JULI 1993

**Decreet II betreffende de overheveling van sommige bevoegdheden van de Franse Gemeenschap naar het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie (1)**

De Waalse Gewestraad heeft goedgekeurd en Wij, Executieve, bekrachtigen hetgeen volgt :

**Artikel 1.** Dit decreet is krachtens artikel 59quinquies van de Grondwet goedgekeurd.

**Art. 2.** In de zin van dit decreet dient te worden verstaan onder :

1° « Gemeenschap » : Franse Gemeenschap;

2° « Gewest » : het Waalse Gewest;

3° « Commissie » : de Franse Gemeenschapscommissie;

4° « Gemeenschapsraad » : de Franse Gemeenschapsraad;

5° « Gewestraad » : de Waalse Gewestraad;

6° « Vergadering » : de Vergadering van de Commissie;

7° « Gemeenschapsregering » : de Franse Gemeenschapsregering;

8° « Waalse Regering » : de Waalse Gewestregering;

9° « College » : het College van de Commissie;

10° « bijzondere wet » : de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, gewijzigd bij de bijzondere wetten van 8 augustus 1988 en 16 juli 1993;

11° « wet van 12 januari 1989 » : de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse instellingen, gewijzigd bij de bijzondere wet van 16 juli 1993;

12° « financieringswet » : de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten, gewijzigd bij de bijzondere wet van 16 juli 1993.

**Art. 3.** Het Gewest en de Commissie, het eerste op het Franstalige grondgebied en de tweede op het grondgebied van het tweetalige Brusselse Hoofdstedelijk Gewest, oefenen de bevoegdheden van de Gemeenschap uit in de volgende aangelegenheden :

1° wat betreft lichamelijke opvoeding, sport en openluchtlevens, zoals bedoeld in artikel 4, 9°, van de bijzondere wet : de gemeentelijke, provinciale, intercommunale en privé-infrastructuren;

2° toerisme, zoals bedoeld in artikel 4, 10°, van de bijzondere wet;

3° sociale promotie, zoals bedoeld in artikel 4, 15°, van de bijzondere wet;

4° beroepsomscholing en -bijscholing, zoals bedoeld in artikel 4, 16°, van de bijzondere wet;

5° het leerlingenvervoer, zoals bedoeld in artikel 4 van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de wetgeving betreffende het onderwijs en georganiseerd bij de wet van 15 juli 1983 tot oprichting van de Nationale Dienst voor leerlingenvervoer. De decreten en de reglementaire besluiten worden op eensluidend advies van de Gemeenschapsregering genomen in zover ze betrekking hebben op de normen aangaande het recht op vervoer, de reglementering en het beheer van de Schoolpactcel, zoals bedoeld in artikel 11 van bovenvermelde wet van 15 juli 1983;

(1) *Zitting 1992-1993*

*Stukken van de Raad 168(1992-1993) Nrs.1 tot 5*

*Volledig verslag. — Openbare vergadering van 17 juli 1993*

*Bespreking — Stemming*



6° het gezondheidsbeleid, zoals bedoeld in artikel 5, § 1, I, van de bijzondere wet, met uitzondering van de universitaire ziekenhuizen, van het « Centre hospitalier » van de Universiteit van Luik, van de Koninklijke Academie voor Geneeskunde van België, van wat betreft de aan het Nationaal Werk voor Kinderwelzijn (N.W.K.) toegewezen taken, van de gezondheidsopvoeding, van de activiteiten en diensten op het vlak van de preventieve gezondheidszorg en van de medische schoolinspectie;

7° de bijstand aan personen, zoals bedoeld in artikel 5, § 1, II, van de bijzondere wet, met uitzondering van de normen tot bepaling van de categorieën van ten laste genomen minder-validen, van wat betreft de aan het Nationaal Werk voor Kinderwelzijn (N.W.K.) toegewezen taken, van de Jeugdbescherming en van de penitentiaire sociale hulp.

**Art. 4.** In de in artikel 3 bedoelde aangelegenheden :

1° hebben het Gewest en de Commissie dezelfde bevoegdheden als de Gemeenschap, met name de bevoegdheden bedoeld in de artikelen 6bis tot 16, 78, 79, 81 tot 83, 87, 92bis en 92ter van de bijzondere wet;

2° wordt de decretale macht overeenkomstig de artikelen 18, 19, § 1, eerste lid, en § 2, 21 en 22 van de bijzondere wet, al naar gelang het geval, gemeenschappelijk uitgeoefend door de Gewestraad en de Waalse Regering of door de Gemeenschap en het College. De decreten vermelden dat zij krachtens artikel 59quinquies van de Grondwet een in artikel 59bis bedoelde aangelegenheid regelen;

3° maken de Waalse Regering en het College, ieder wat hem betreft, de verordeningen en nemen ze de besluiten die krachtens artikel 20 van de bijzondere wet nodig zijn voor de uitvoering van de decreten. De verordeningen en besluiten vermelden dat zij krachtens artikel 59quinquies van de Grondwet een in artikel 59bis van de Grondwet bedoelde aangelegenheid regelen;

4° geschieden de bekrachtiging en de afkondiging van de decreten van de Gewestraad op de in artikel 54, § 3, van de bijzondere wet bedoelde wijze.

De bekrachtiging en de afkondiging van de decreten van de Vergadering geschiedt als volgt :

« De Vergadering van de Franse Gemeenschapscommissie heeft goedgekeurd en Wij, College, bekrachtigen hetgeen volgt :

(Decreet)

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt »;

5° worden de decreten van de Gewestraad en van de Vergadering na hun afkondiging met een Nederlandse vertaling in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt. Artikel 56 van de bijzondere wet is op die besluiten toepasselijk;

6° worden de besluiten van de Waalse Regering en van het College met een Nederlandse vertaling in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt. Artikel 84, 1°, tweede lid, en 2°, van de bijzondere wet is op die besluiten toepasselijk;

7° oefenen de Gewestraad en de Waalse Regering alsook de Vergadering en het College voor het overige hun bevoegdheden uit overeenkomstig de werkingsregels voorzien bij of krachtens de bijzondere wet en de wet van 12 januari 1989, mits de nodige aanpassingen.

**Art. 5.** De voor de uitoefening van de in artikel 3 bedoelde bevoegdheden vereiste roerende en onroerende goederen van de Gemeenschap, zowel van het openbaar als van het privaat domein, worden zonder schadeloosstelling overgeheveld naar het Gewest en de Commissie, ieder wat hem betreft.

Onverminderd artikel 12 worden de overhevelingsvoorwaarden en -modaliteiten vastgelegd bij een op éénsluïdend advies van de Waalse Regering en het College genomen besluit van de Gemeenschapsregering.

De overhevelingen worden van rechtswege uitgevoerd. Zij kunnen vanaf de inwerkingtreding van dit besluit zonder verdere vormen aan derden tegengeworpen worden.

**Art. 6. § 1.** Voor de uitoefening van de bevoegdheden die voor de in artikel 3 bedoelde aangelegenheden aan het Gewest en de Commissie worden toegekend, worden personeelsleden van de ministeries van de Gemeenschap bij een op éénsluïdend advies van de Waalse Regering en het College genomen besluit van de Gemeenschapsregering rechtmatig en al naar gelang de behoeften naar het Gewest en de Commissie overgeheveld.

§ 2. Na overleg met de representatieve vakorganisaties van het personeel bepaalt de Gemeenschapsregering de datum en de modaliteiten van de overheveling van de in § 1 bedoelde personeelsleden.

De personeelsleden worden in hun graad of in een gelijkgestelde graad en in hun hoedanigheid overgeheveld.

Zij behouden op zijn minst de wedde en de anciënniteit die ze hadden of gehad zouden hebben indien ze binnen hun oorspronkelijke dienst het ambt waren blijven uitoefenen dat ze op het ogenblik van hun overheveling bekleedden.

§ 3. Zolang zij niet overgeheveld zijn, worden de na overleg met de Waalse Regering en het College door de Gemeenschapsregering aangewezen personeelsleden onder het respectievelijke functionele gezag van de Waalse Regering en het College geplaatst, voor zover zij in het kader van de in artikel 3 bedoelde bevoegdheden handelen.

Onder voorbehoud van artikel 9, tweede lid, 2°, komen de wedden en de werkingskosten van het overgehevelde personeel, vanaf de inwerkingtreding van het in artikel 7, § 7, bedoelde besluit van de Gemeenschapsregering, al naar gelang het geval ten laste van de begroting van het Gewest of van de Commissie.

**Art. 7. § 1.** Vanaf het begrotingsjaar 1994 worden bijzondere dotaties, vastgelegd overeenkomstig § 2 tot § 6 van dit besluit, uitgetrokken op de begroting van de Gemeenschap en jaarlijks toegekend aan de Commissie en aan het Gewest.

§ 2. Het basisbedrag is op 21 000 miljoen vastgesteld.

Vanaf 1994 wordt dat bedrag volgens de in artikel 13, § 2, van de financieringswet bedoelde modaliteiten aangepast aan de procentuele verandering van het gemiddelde indexcijfer van de consumptieprijzen en jaarlijks tot en met 1999 met 1 % verhoogd.

§ 3. Van het in § 2 bedoelde bedrag wordt een bedrag afgetrokken dat gelijk is aan de totale lasten van het Gewest en de Commissie. Die lasten worden berekend als volgt :

1. jaarlijks wordt een coëfficiënt met vier decimalen berekend die overeenstemt met de verhouding tussen de krachtens § 4 vastgelegde jaarlijkse percentages voor het Gewest en de Commissie, en met één eenheid vermeerderd;

2. jaarlijks wordt een tweede coëfficiënt berekend door de in punt 1 bedoelde coëfficiënt te vermenigvuldigen met een in 1994 op 100 % vastgesteld percentage. Vanaf 1995 wordt dat percentage met de instemming van de Regeringen en het College tussen 95 en 100 % vastgesteld. De tweede coëfficiënt wordt met vier decimalen berekend;

3. jaarlijks worden de totale lasten van het Gewest en de Commissie berekend door het voor elk betrokken jaar bij of krachtens artikel 83quater, § 1, eerste lid, van de wet van 12 januari 1989 bedoeld bedrag te vermenigvuldigen met de krachtens punt 2 verkregen coëfficiënt.

§ 4. Het overeenkomstig § 2 en § 3 verkregen bedrag wordt jaarlijks op volgende wijze onder de Commissie en het Gewest verdeeld :

1. In 1994 en 1995 :

- voor de Commissie : 25 %
- voor het Gewest : 75 %

2. Vanaf 1996 zullen de Gemeenschapsregering, de Waalse Regering en het College eenstemmig een verdeling bepalen die uitgaat van de reële lokalisatie van de uitgaven zonder dat het aan de Commissie toegekende deel kleiner dan 20 % en groter dan 25 % mag zijn.

In geval van onenigheid wordt de verdeling vastgesteld als volgt :

- voor de Commissie : 23 %
- voor het Gewest : 77 %.

§ 5. De in § 4 bedoelde dotaties worden in 1994 met 1 100 miljoen, in 1995 met 2 200 miljoen, in 1996 met 3 300 miljoen en in de volgende jaren met 4 400 miljoen vermeerderd. Die bedragen worden onder het Gewest en de Commissie verdeeld volgens een sleutel die eenstemmig bepaald wordt door de Gemeenschapsregering, de Waalse Regering en het College. Die sleutel wordt vastgelegd naar verhouding van de leningen die werden aangegaan voor de aankoop van schoolgebouwen van de Gemeenschap door publiekrechtelijke vennootschappen opgericht krachtens het decreet van 7 juli 1993 tot oprichting van vijf publiekrechtelijke vennootschappen voor het beheer van schoolgebouwen van het door de overheid gesubsidieerd onderwijs.

§ 6. Voor het jaar 1994 worden de in § 1 bedoelde overgehevelde bedragen verminderd met :

- 800 miljoen voor de Commissie;

— 1 600 miljoen voor het Gewest, na aftrek van de inbreng van het Gewest ten bate van de « Etablissement » in 1993.

§ 7. De in § 1 vermelde bedragen worden vanaf de inwerkingtreding van de in artikel 6 bedoelde besluiten verhoogd met een bedrag dat vastgelegd is bij een op eensluidend advies van de Waalse Regering en het College door de Gemeenschapsregering genomen besluit. Dat bedrag mag niet hoger zijn dan het totale bedrag van de uitgaven veroorzaakt door de bezoldiging en de werkingskosten van het krachtens artikel 6 overgehevelde personeel.

§ 8. De dotaties worden overeenkomstig de modaliteiten die vastgesteld werden bij een op eensluidend advies van de Waalse Regering en het College door de Gemeenschapsregering genomen besluit en met inachtneming van de in artikel 54, § 1, derde lid, en § 2, van de financieringswet bedoelde beginselen vereffend op de eerste werkdag na de dag waarop de in voornoemd artikel bedoelde middelen naar de Gemeenschap overgeheveld werden.

**Art. 8. § 1.** De Gewestraad mag alle financiële middelen die hem krachtens de financieringswet en de bepalingen van dit decreet toekomen, aanwenden voor de financiering zowel van de begroting van de in artikel 107quater van de Grondwet bedoelde aangelegenheden als van de begroting van de in artikel 59bis van de Grondwet bedoelde aangelegenheden.

§ 2. De Vergadering mag alle financiële middelen die haar krachtens artikel 59quinquies, § 2, van de Grondwet, de wet van 12 januari 1989, de financieringswet en dit decreet toekomen, aanwenden voor de financiering zowel van de begroting van de in artikel 108ter, § 3 en in artikel 1, § 3, van de Grondwet bedoelde aangelegenheden als van de begroting van de in artikel 59bis van de Grondwet bedoelde aangelegenheden.

**Art. 9.** Onder voorbehoud van artikel 7, § 3, erven het Gewest en de Commissie, ieder wat hem betreft, de rechten en verplichtingen van de Gemeenschap met betrekking tot de in artikel 3 bedoelde bevoegdheden alsmede de krachtens artikel 5 overgehevelde goederen, met inbegrip van de rechten en verplichtingen voortvloeiende uit aan de gang zijnde en toekomstige gerechtelijke procedures.

Blijven echter ten laste van de Gemeenschap :

1° de vóór de inwerkingtreding van dit decreet door haar aangegane verplichtingen die vóór die datum als vastlegging op niet-gesplitste kredieten van haar begroting moeten worden aangerekend;

2° de vóór de inwerkingtreding van het in artikel 7, § 7, bedoelde decreet door haar aangegane verplichtingen betreffende de bezoldiging en de werkingskosten van het krachtens artikel 6 overgeheveld personeel en die vóór die datum als vastlegging op niet-gesplitste kredieten van haar begroting moeten worden aangerekend;

3° de verplichtingen waarvan de betaling of het nakomen opeisbaar waren voor de eigendomsoverdracht van de in artikel 5 bedoelde goederen.

In geval van geding mogen de Gemeenschap, het Gewest of de Commissie, al naar gelang het geval, in het geding tussenkomen of de overheid die ze opvolgt of die ze zelf opvolgen in het geding roepen.

**Art. 10.** Het « Institut de formation permanente des classes moyennes » (Instituut voor de Voortgezette Opleiding van de Middenstand) opgericht bij het decreet van de Franse Gemeenschap van 3 juli 1991 betreffende de voortgezette opleiding voor de middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen wordt, wat betreft de uitoefening van zijn onderwijsbevoegdheid, met name inzake echtverklaring en homologatie, volgens de in een samenwerkingsovereenkomst voorziene modaliteiten gezamenlijk beheerd door het Gewest, de Commissie en de Gemeenschap. De samenwerkingsovereenkomst voorziet de wijzigingen die eventueel in voornoemd decreet of in de krachtens dat decreet genomen toepassingsbesluiten moeten worden aangebracht.

§ 2. De « Office de promotion du tourisme de la Communauté française » (Dienst voor de bevordering van het toerisme in de Franse Gemeenschap), opgericht bij het decreet van de Gemeenschap van 19 juli 1991 inzake bevordering van het toerisme, wordt volgens de in een samenwerkingsovereenkomst voorziene modaliteiten gezamenlijk beheerd door de Commissie en het Gewest. De samenwerkingsovereenkomst voorziet de wijzigingen die eventueel in voornoemd decreet of in de krachtens dat decreet genomen toepassingsbesluiten moeten worden aangebracht.

§ 3. Vanaf de inwerkingtreding van dit decreet tot de ondertekening van de in § 1 en § 2 bedoelde samenwerkingsovereenkomsten, worden bovenvermelde instellingen onder het toezicht geplaatst van respectievelijk de Gemeenschapsregering, de Waalse Regering en het College in het in § 1 bedoelde geval en onder het toezicht van de Waalse Regering en het College in het in § 2 bedoelde geval.

Vanaf de inwerkingtreding van dit decreet tot de ondertekening van de in § 1 en § 2 bedoelde samenwerkingsovereenkomsten, oefent de Communautaire Regering haar bevoegdheden t.o.v. de instellingen uit op eensluidend advies van het College en de Waalse Regering, ieder wat hem betreft.

§ 4. Het « Fonds communautaire pour l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées » (Fonds van de Franse Gemeenschap voor de sociale integratie van de gehandicapten en hun inschakeling in het arbeidsproces), opgericht bij decreet van 3 juli 1991 betreffende de sociale integratie van de gehandicapten en hun inschakeling in het arbeidsproces wordt opgeheven bij de inwerkingtreding van een besluit van de Gemeenschapsregering tot regeling van de ontbindingsmodaliteiten van dat Fonds, genomen op eensluidend advies van de Waalse Regering en het College.

Vanaf die datum worden haar goederen, rechten en verplichtingen en haar personeel rechtmatig overgeheveld naar het Waalse Gewest en de Gemeenschapscommissie, ieder wat hem betreft, met inachtneming van de in de artikelen 4, 5 en 6 vermelde beginselen.

Op die datum worden de woorden « Fonds van de Gemeenschap voor de sociale integratie van de gehandicapten en hun inschakeling in het arbeidsproces » verwijderd uit artikel 1, B, van de wet van 16 maart 1984 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut.

Tot de in deze paragraaf bedoelde datum van ontbinding van de instelling wordt deze laatste onder het toezicht geplaatst van de Waalse Regering en het College, ieder wat hem betreft.

Op eensluidend advies van het College en de Waalse Regering, ieder wat hem betreft, oefent de Gemeenschapsregering haar bevoegdheden t.o.v. de instelling uit tot de in deze paragraaf bedoelde datum van ontbinding van de instelling.

§ 5. Bij een op advies van de Waalse Regering en het College genomen besluit en binnen de perken van de in artikel 3 bedoelde overheveling van bevoegdheden regelt de Gemeenschapsregering, ten belope van een jaarlijks maximumbedrag van 37,5 miljoen voor het Gewest en van 12,5 miljoen voor de Commissie, de overheveling van een gedeelte van de dotatie en, met inachtneming van de artikelen 4, 5 en 6, de eventuele overheveling van personeelsleden, goederen, rechten en verplichtingen van het « Commissariat général aux Relations internationales » (Commissariaat generaal voor Internationale Betrekkingen) naar de Commissie en het Gewest.

**Art. 11.** De Gemeenschap, het Gewest en de Commissie sluiten in elk geval samenwerkingsovereenkomsten in de zin van artikel 92bis van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 voor de regeling van aangelegenheden aangaande :

1° de uitbetaling van de organieke subsidies voor de aangelegenheden bedoeld in artikel 3;

2° de instelling van een Franstalig comité voor de coördinatie van een sociaal en gezondheidsbeleid.

Die overeenkomsten bepalen hoe dan ook dat het bewuste Comité :

a. als doel heeft een overleg tot stand te brengen met het oog op een grotere doeltreffendheid van de door de sociale en gezondheidssectoren voorziene begrotingsmiddelen alsook op de keuzevrijheid en de homogeniteit van de toegangsvoorwaarden tot de sociale en gezondheidsdiensten;

b. als taak heeft adviezen uit te brengen;

c. samengesteld is uit vierentwintig leden aangewezen door de Gemeenschapsregering, de Waalse Regering en het College, waarbij gezorgd wordt voor een evenwichtige verdeling over de inrichtende macht, de mensen die in de sector werkzaam zijn en de gebruikers;

d. jaarlijks een activiteitenverslag opmaakt alvorens het door te sturen naar de Gemeenschapsregering, de Waalse Regering alsook naar het College en de respectievelijke Vergaderingen;

e. bij de overlegging van dat verslag de betrokken sectoren voor een ronde-tafelgesprek bijeenroeft.

3° de Europese structurele fondsen in het kader van de in artikel 3 bedoelde bevoegdheden, met het oog op de oprichting van een gemeenschappelijke cel bij de Gemeenschap, waarbij deze laatste de betrekkingen met de Europese Gemeenschap namens het Gewest en de Commissie waarneemt.

**Art. 12.** De krachtens dit decreet naar het Gewest en de Commissie overgeheveldde middelen worden verminderd ten belope van de uitgaven betreffende :

1° de in artikel 5 bedoelde goederen, voor zover die uitgaven tussen 1 januari 1994 en de datum van hun overdracht door de Gemeenschap gedragen worden;

2° de in de artikelen 10 en 13 bedoelde openbare instellingen, voor zover die uitgaven betrekking hebben op krachtens dit artikel overgeheveldde opdrachten, personeelsleden, goederen, rechten en verplichtingen en voor zover zij tussen 1 januari 1994 en de datum van hun overheveling door de Gemeenschap gedragen worden.

De Gemeenschapsregering legt die verminderingen vast bij een op eensluidend advies van de Waalse Regering en het College genomen besluit.

**Art. 13.** Het decreet van de Franse Gemeenschap van 23 december 1983 houdende de toewijzing van de opdrachten inzake beroepsopleiding aan een instelling opgericht door het Waalse Gewest, gewijzigd bij de decreten van 6 juli 1989 en 13 november 1989, wordt opgeheven op de dag van inwerkingtreding van het in alinea 2 bedoelde besluit.

Een op eensluidend advies van het College en de Waalse Regering genomen besluit regelt de overhevelingsmodaliteiten van goederen, rechten, verplichtingen en personeel voortvloeiende uit de opheffing van het in alinea 1 bedoelde decreet.

**Art. 14.** Het decreet van de Franse Gemeenschap van 18 juni 1990 tot overdracht van bevoegdheden aan de Franse Gemeenschapscommissie is opgeheven.

De normen die op 30 juni 1989 van toepassing zijn op de instellingen die het optierecht krachtens artikel 65, § 5, van de financieringswet in de Gemeenschap hebben uitgeoefend, zoals zij in voorkomend geval krachtens het in het eerste lid bedoelde decreet gewijzigd werden, blijven van kracht tot de dag waarop de Commissie ze krachtens dit decreet gewijzigd zal hebben.

**Art. 15.** Dit decreet treedt in werking op 1 januari 1994.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Namen, 16 juli 1993.

De Voorzitter van de Regering belast met Economie, KMO's en Externe Betrekkingen,  
G. SPITAELS

De Minister van Technologische Ontwikkeling en Tewerkstelling,  
A. LIENARD

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden,  
belast met Plaatselijke Besturen, Administratie en Gesubsidieerde Werken,  
G. MATHOT

De Minister van Vervoer,  
A. BAUDSON

De Minister van Openbare Werken,  
J-P. GRAFE

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Huisvesting en Begroting  
R. COLLIGNON

De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,  
G. LUTGEN